

## RAPPORT

### ATELIER SUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL ET L'ELABORATION DU PLAN D'ENGAGEMENT DES ACTEURS DU PROJET

#### « CONSTRUIRE ET RENFORCER LA CAPACITE NATIONALE A METTRE EN ŒUVRE LES ELEMENTS DU CADRE DE TRANSPARENCE DE L'ACCORD DE PARIS »

Espace Dera Tsiadana, Antananarivo, 04 octobre 2018

Hery A. Rakotondravony, Leonardo Massai & Bertin Andriamanantsoa



## **Mentions légales**

Conservation International Madagascar  
Lot II W 27 D - Ankorahotra Antananarivo-101  
Téléphone 261 20 22 609 79  
<https://www.conservation.org/global/madagascar>

Hery A. Rakotondravony, Leonardo Massai & Bertin Andriamanantsoa. 2018. Rapport de l'atelier Atelier sur le développement de l'arrangement institutionnel et l'élaboration du plan d'engagement des acteurs du projet CBIT « Construire et renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments du cadre de transparence de l'Accord de Paris », Espace Dera Tsiadana, Antananarivo, 04 octobre 2018. Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts. Conservation International. Fonds pour l'Environnement Mondial. Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

**« *Building and strengthening Madagascar’s national capacity to implement the transparency elements of the Paris Agreement* »**

**Rapport de l’atelier sur le développement de l’arrangement institutionnel et l’élaboration du plan d’engagement des acteurs du document de projet**

Hery A. Rakotondravony, Leonardo Massai & Bertin Andriamanantsoa. 2018. Rapport de l’atelier Atelier sur le développement de l’arrangement institutionnel et l’élaboration du plan d’engagement des acteurs du projet CBIT « Construire et renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments du cadre de transparence de l’Accord de Paris », Espace Dera Tsiadana, Antananarivo, 04 octobre 2018. Ministère de l’Environnement, de l’Ecologie et des Forêts. Conservation International. Fonds pour l’Environnement Mondial. Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

## Résumé

En mars 2018, le Conseil du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a approuvé le projet « Construire et renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments du cadre de transparence de l'Accord de Paris »<sup>1</sup> (CBIT Madagascar). Ce projet est développé conjointement par le Bureau National de Coordination des Changements Climatiques (BNCC) sis au Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts (MEEF) et Conservation International (CI). Il est destiné à renforcer la capacité nationale pour la mise en œuvre du Cadre de transparence établi par l'Article 13 de l'Accord de Paris, en tenant compte des contributions déterminées nationales (CDN) de Madagascar.

La phase « Project Preparation Grant » (PPG), correspondant à l'élaboration du document de projet (ProDoc), a été lancée le 14 août dernier et a permis d'établir une cartographie préliminaire des différents acteurs et un croquis d'arrangement institutionnel. L'atelier d'élaboration du cadre des résultats a eu lieu le 13 septembre 2018, en cours de finalisation au moment de la rédaction de ce rapport. Ces deux ateliers ont conclu la place prépondérante des infrastructures institutionnelles et la nécessité d'asseoir des capacités adéquates.

Continuant l'élan dans l'élaboration du ProDoc, MEEF/BNCC, conjointement avec CI, a organisé un atelier sur le développement de l'arrangement institutionnel et l'élaboration du plan d'engagement des acteurs. Cette concertation a réuni les différents acteurs identifiés lors de l'atelier de lancement et celui d'élaboration du cadre des résultats. Elle s'est tenue à l'Espace Dera, Tsiadana, Antananarivo, le 04 octobre 2018.

A l'issue de l'atelier :

- La structure de gestion pour la mise du projet a été validée par les participants et contient :
  - Un comité de pilotage présidé par le MEEF et contenant les autres membres qui sont : le Ministère des Finances et du Budget, le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, le Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène, le Ministère du Transport et de la Météorologie, le Ministère de l'Industrie et le Développement du Secteur Privé, le Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers, le Ministère de la Santé Publique, l'Institut National des Statistiques, l'Organe de Contrôle et de Suivi des Investissements Financiers, représentant du Secteur privé, représentant des Organisations Non Gouvernementales ;
  - Le CI-GEF Agency ;
  - Les entités d'exécution (BNCC et CI-Madagascar) ;
  - L'unité de coordination du projet ; et
  - Les points focaux régionaux décentralisés, représentés par les Directions Régionales du MEEF.
- L'état des lieux T0 concernant le cadre MRV sectoriel a été présenté et le cadre MRV sectoriel validée ;
- Les différents aspects des engagements des acteurs ont été déterminés : leurs principaux intérêts et préoccupations concernant le projet, les impacts du projet sur les acteurs, les impacts des acteurs sur le projet, et l'identification des risques et la gestion des risques ;
- Le nombre d'experts nationaux concernés par le renforcement des capacités visé par le résultat attendu (« *outcome* ») 3 de CBIT Madagascar a été estimé à 150.

---

<sup>1</sup> « *Building and strengthening Madagascar's national capacity to implement the transparency elements of the Paris Agreement* ».

## Contenu

Résumé .....	ii
Liste des figures .....	iv
Liste des tableaux .....	iv
Liste des abréviations .....	v
1. Contexte .....	1
2. Mots d'ouverture de l'atelier .....	1
3. Mise en contexte de l'atelier d'élaboration du cadre des résultats du ProDoc CBIT Madagascar (présentée par Ambinintsoa Heritokilalaina).....	2
4. Aperçu de l'état des lieux T0 des infrastructures institutionnelles y afférentes et organes qui pourraient intervenir dans la mise en œuvre du projet selon le modèle de CI-FEM (présentée par Hery Rakotondravony) .....	2
Questions et commentaires sur la présentation .....	3
5. Travaux de développement du plan d'engagement des acteurs .....	4
6. Réflexion sur le nombre de personnes impliquées dans la mise en œuvre du projet considérant l'approche genre .....	5
7. Conclusion et mots de clôture.....	6
Annexe 1: Termes de référence de l'atelier .....	20
Annexe 2 : Mise en contexte de l'atelier : Mme Ambinintsoa Heritokilalaina .....	23
Annexe 2 : Présentation de Aperçu de l'état des lieux T0 des infrastructures institutionnelles y afférentes et organes intervenants dans la mise en œuvre du projet selon le modèle de CI-FEM, par M. Hery A. Rakotondravony .....	26
Annexe 4 : Fiche de présence.....	33

## Liste des figures

<b>Figure 1 :</b>	Les participants à l’atelier pendant le discours d’ouverture prononcés par le Directeur du Bureau National de Coordination des Changements Climatiques .....	2
<b>Figure 2 :</b>	Groupe de travail du secteur Agriculture, Foresterie et Utilisation des terres, développement du plan d’engagement des acteurs .....	4
<b>Figure 3 :</b>	Groupe de travail des secteurs Déchets et Procédés Industriels lors du développement du plan d’engagement des acteurs .....	4
<b>Figure 4 :</b>	Groupe de travail du secteur Energie lors du développement du plan d’engagement des acteurs.....	5
<b>Figure 5 :</b>	Groupe de travail du secteur Ressources en eau et Santé Publique lors du développement du plan d’engagement des acteurs .....	5

## Liste des tableaux

<b>Tableau 1 :</b>	Cartographie des acteurs discuté lors des travaux de groupe de l’atelier du 04 octobre 2018.....	7
--------------------	--	---

## Liste des abréviations

ADES	Agence de Développement des Energies Solaires
AFOLU	<i>Agriculture, Forestry and Other Land Use</i>
AGEX	Agence d'exécution
AQ	Assurance qualité
BNC REDD +	Bureau National de Coordination REDD-plus
BNCC	Bureau National de Coordination des Changements Climatiques
BUR	<i>Biennial update report</i> (Rapport Biennal Actualisé)
CBIT Madagascar	Projet « Construire et renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments du cadre de transparence de l'Accord de Paris »
CBIT	<i>Capacity Building Initiative on Transparency of the Paris Agreement</i>
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDN	Contributions Déterminées au niveau National
CI	Conservation International
CI-GEF Agency	<i>Conservation International GEF Agency</i>
CIRAD	Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
CO2	Dioxyde de carbone
COFIL	Comité de pilotage
COP21	21 <sup>ème</sup> Conférence de la CCNUCC
CPDN	Contributions Prévues Déterminées au niveau National
CQ	Contrôle qualité
DGF	Direction Générale des Forêts
DSAP	Direction du Système des Aires Protégées du MEEF
DSI	Direction du Système d'Information du MEEF
DVRF	Direction de la Valorisation des Ressources Forestières du MEEF
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial (en anglais : <i>Global Environmental Fund</i> , GEF)
GES	Gaz à effet de serre
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> (GIZ) GmbH
INSTAT	Institut National des Statistiques de Madagascar
JIRAMA	Société Jiro sy Rano Malagasy
KfW	<i>Kreditanstalt für Wiederaufbau</i>
MECIE	Décret de Mise en compatibilité des investissements avec l'environnement
MEEF	Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts
MRV	<i>Measuring, Reporting and Verification</i> (Mesure, Notification et Vérification)

NAMA	<i>Nationally appropriate mitigation actions</i> (Actions nationales d'atténuations appropriées ; NAMA ou ANAA)
NATCOM	Communications nationales
NC	Communications nationales
ONE	Office National pour l'Environnement
ONG	Organisation non gouvernementale
PIF	<i>Project identification form</i>
PPG	<i>Project preparation grant</i>
ProDoc	Document de projet
REDD-plus	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts, conservation, gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestier dans les pays en développement
SAMVA	Service Autonome de Maintenance de la Ville d'Antananarivo
S&E	Suivi-évaluation
SIE	Système d'information énergétique
SNSVACC	Système national de suivi de la vulnérabilité et de l'adaptation au changement climatique
TBE	Tableau de bord environnemental
TCN	Troisième Communication Nationale à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
UCP	Unité de coordination du projet
USAID	<i>United States Agency for International Development</i>
UTCATF	Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie



## 1. Contexte

En mars 2018, le Conseil du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) a approuvé le projet « Construire et renforcer la capacité nationale à mettre en œuvre les éléments du cadre de transparence de l'Accord de Paris »<sup>2</sup> (CBIT Madagascar). Ce projet est développé conjointement par le Bureau National de Coordination des Changements Climatiques (BNCC) sis au Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts (MEEF) et Conservation International (CI). Il est destiné à renforcer la capacité nationale pour la mise en œuvre du Cadre de transparence établi par l'Article 13 de l'Accord de Paris, en tenant compte des contributions déterminées nationales (CDN) de Madagascar.

La phase « *Project Preparation Grant* » (PPG), correspondant à l'élaboration du document du projet (ProDoc), a été lancée le 14 août dernier et a permis d'établir une cartographie préliminaire des différents acteurs, ainsi qu'un croquis d'arrangement institutionnel. L'atelier d'élaboration du cadre des résultats a eu lieu le 13 septembre 2018 et a permis l'élaboration du cadre des résultats, en cours de finalisation au moment de la rédaction de ce rapport. Ces deux ateliers ont conclu la place prépondérante des infrastructures institutionnelles et la nécessité d'asseoir des capacités adéquates. Ces aspects exigent la participation de tous les acteurs sectoriels et la pérennisation des activités, afin que le pays puisse répondre aux exigences du Cadre de transparence.

Continuant l'élan dans l'élaboration du ProDoc, le MEEF, à travers le BNCC, conjointement avec Conservation International (CI), a organisé un atelier sur le développement de l'arrangement institutionnel et l'élaboration du plan d'engagement des acteurs. Cette concertation a réuni les différents acteurs identifiés lors de l'atelier de lancement et celui d'élaboration du cadre des résultats. Elle s'est tenue à l'Espace Dera, Tsiadana, Antananarivo, le 04 octobre 2018. Le déroulement de cet atelier est présenté dans ce rapport.

## 2. Mots d'ouverture de l'atelier

Mme Sahondra Rajoelina, Directeur-pays de CI a remercié les participants pour leur intérêt encore une fois manifeste dans le cadre de l'élaboration du ProDoc, et a signalé que CBIT Madagascar apportera des appuis en matière de renforcement des capacités institutionnelles. Elle a signalé que deux ateliers de travail ont précédé cette réunion, et deux autres sont encore prévus avant la fin du mois d'octobre, portant respectivement sur l'élaboration du plan du travail du projet et l'atelier de validation. Elle a terminé son intervention en encourageant les participants à contribuer activement, compte tenu de l'importance que tient le Cadre de transparence dans le suivi de toutes les actions de lutte contre les changements climatiques à Madagascar.

Mme Lovakanto Ravelomanana, Directeur du BNCC, a remercié les participants. Elle a rappelé que CBIT Madagascar est un projet financé par un fonds géré par le FEM et exécuté conjointement par CI et le BNCC. Elle a signalé que le Cadre de transparence permet d'évaluer les avancées réalisées par chaque pays en matière de réduction des émissions des gaz à effet de serre (GES) et d'actions d'adaptation. Elle a également mentionné les deux ateliers ayant précédé la présente réunion. A la fin de son intervention, elle a encouragé les participants à contribuer activement, eu égard l'importance de l'arrangement institutionnel et de l'implication de tous les acteurs sectoriels.

---

<sup>2</sup> « *Building and strengthening Madagascar's national capacity to implement the transparency elements of the Paris Agreement* ».



**Figure 1 :** Les participants à l’atelier pendant le discours d’ouverture prononcés par le Directeur du Bureau National de Coordination des Changements Climatiques

### **3. Mise en contexte de l’atelier d’élaboration du cadre des résultats du ProDoc CBIT Madagascar (présentée par Ambinintsoa Heritokilalaina)**

Mme Ambinintsoa Heritokilalaina, chargée d’étude du Service Atténuation du BNCC, a introduit la présentation en signalant qu’il s’agit d’une présentation déjà partagée lors de l’atelier de lancement, mais mérite d’être réexpliquée puisque certains participants n’ont pas été présents lors des ateliers précédents. Elle a ainsi rappelé que Madagascar a ratifié tous les traités internationaux sur le climat : la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) en 1998, le Protocole de Kyoto en 2003 et l’Accord de Paris en 2016. Elle a continué que le non-respect des engagements des Parties vis-à-vis des traités climatiques a conduit la Conférence des Parties réunie à Cancun en 2010, à exiger la transparence des actions prises par les pays développés notamment en matière de contributions financières et des déclarations des émissions de GES. L’initiative de renforcement des capacités pour la transparence a été instaurée par la Décision 1/CP.21 portant adoption de l’Accord de Paris. Cette décision avait engagé le FEM pour appuyer la mise en place de l’initiative dont le but est de développer les capacités institutionnelles et techniques des pays en développement, par rapport aux critères renforcés définis dans l’article 13 de l’Accord. Elle a terminé sa présentation en projetant les projets de CBIT approuvés par le FEM en novembre 2017.

### **4. Aperçu de l’état des lieux T0 des infrastructures institutionnelles y afférentes et organes qui pourraient intervenir dans la mise en œuvre du projet selon le modèle de CI-FEM (présentée par Hery Rakotondravony)**

M. Hery Rakotondravony a commencé sa présentation en donnant la situation actuelle de l’avancement de l’élaboration du ProDoc et a mentionné que le développement de l’arrangement institutionnel enregistre un retard ; la date butoir y afférent étant le 30 septembre 2018. Il a continué en annonçant que l’équipe de consultant est à 75% de la rédaction actuellement et espère respecter la date de 31 octobre 2018 pour la soumission d’une première version du document.

La présentation a été continuée avec la projection de la proposition de la structure du Cadre de transparence national, extraite à partir du *Project Identification Form* (PIF) de CBIT Madagascar. Ensuite, il a présenté une proposition de structure de gestion du projet comportant un comité de pilotage avec ses institutions membres, l'agence FEM de CI (CI-GEF Agency), les entités d'exécution qui sont le BNCC et CI-Madagascar, l'Unité de Coordination du Projet, et les Points focaux régionaux décentralisés. Son intervention s'est continuée avec la présentation des rôles et des responsabilités de chacun de ces organes. Il a continué en rappelant l'état des lieux actuel de l'arrangement en matière de *reporting* à Madagascar.

Etant donné que le succès de la mise en œuvre de CBIT repose sur les systèmes Mesure-Notification-Vérification (MRV) de chaque secteur, il a projeté les systèmes MRV des deux sous-secteurs qui ont développé ce système actuellement : le sous-secteur Electricité et REDD-plus. Il a terminé sa présentation en projetant une proposition de système MRV sectoriel basé sur les deux systèmes MRV précédemment mentionnés.

### **Questions et commentaires sur la présentation**

Mme Lovakanto Ravelomanana a demandé quelles seraient les entités ou organismes qui formeront les Points focaux régionaux décentralisés. Elle a également questionné sur l'identité de l'organisme assurant la compilation des informations avant son envoi vers le Ministère en charge du secteur.

M. Jean Roger Rakotoarijaona, Directeur des Informations Environnementales de l'Office National de l'Environnement (ONE) a demandé quelles seraient les bénéfices que le projet apportera pour le pays, étant donné que le projet sera exécuté en deux années, avec un montant de 1,5 millions de dollars. Il a également demandé quelles seront les missions et attributions des agences d'exécution. Il a également demandé si le Cadre national de transparence est une condition d'accès aux financements internationaux.

M. Iharimamy Andrianarizaka, représentant de l'Institut National des Statistiques (INSTAT) a demandé qui seront les utilisateurs potentiels des informations du portail web. Il a demandé si les autres acteurs tels que l'institution qu'il représente pourrait utiliser les informations pour la planification économique nationale.

Mme Vololona Randriamampianina, Directeur Régional de l'Environnement et des Forêts Analamanga a mentionné qu'il faut tenir non-seulement des facteurs d'émissions mais aussi des facteurs d'absorption. Elle a demandé également plus d'information sur le FEM, le CI-GEF Agency et les relations entre FEM, CI-GEF Agency et CI.

M. Téodile Edmond, expert national de la Troisième Communication Nationale de Madagascar, a demandé quelle stratégie le projet adopterait pour la mise en place du MRV sectoriel. Il a demandé également à quand le système MRV national sera-t-il mis en place.

M. Louis Tavernier, représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel, a demandé s'il y a un cadre MRV spécifique. Il a également demandé si CBIT Madagascar a une proposition de système pour les systèmes MRV sectoriels.

M. Némèse Randretsaholy, représentant du Ministère de la Santé Publique, a signalé que son Ministère possède un Système de Veille Sanitaire. Il a souligné que certaines maladies ont des liens avec les variations climatiques. Il a demandé s'il y aura un changement du système de veille sanitaire suite à la mise en place d'un système MRV au niveau du Ministère de la Santé Publique.

M. Jean Roger Rakotoarijaona a demandé si les propositions de structure de gestion du projet et de système MRV sectoriel présentées lors de la présentation sur l'état des lieux T0 sont validées et à adoptées par le projet. Tous les acteurs se sont accordés que les données sectorielles doivent être centralisées au niveau des Ministères de tutelle.



**Figure 2 :** Groupe de travail du secteur Agriculture, Foresterie et Utilisation des terres, développement du plan d'engagement des acteurs

## 5. Travaux de développement du plan d'engagement des acteurs

Cette séance a été sectionnée en quatre travaux de groupes. Des secteurs ont été regroupés utilisant la méthodologie préconisée par le Guide 2006 révisé du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat ; tandis que d'autres ont dû être regroupés par l'insuffisance des acteurs sectoriels. La répartition des groupes de travail se faisait comme suit :

- Agriculture, Forêt et Utilisation des Terres (AFOLU) ;
- Déchets et Procédés Industriels ;
- Energie ; et
- Ressources en eau et Santé Publique.



**Figure 3 :** Groupe de travail des secteurs Déchets et Procédés Industriels lors du développement du plan d'engagement des acteurs

Les résultats des travaux de groupes sont donnés dans le tableau 1 (P. 7). Etant donné qu'une session de discussions sur les résultats des travaux de groupe n'a pas eu lieu faute de temps, les résultats des travaux de groupe seront envoyés aux participants pour qu'ils puissent réviser encore une fois les

informations insérées pour des éventuelles modifications et insertions. Le développement du plan d'engagement des acteurs a duré deux heures pour quatre groupes de travail.

Pour mieux diriger les discussions et pour gérer les contraintes temporelles, un canevas préétabli a été projeté sur un écran puis expliqué par le consultant. Les questions auxquels les participants se sont focalisés sont :

- Principaux intérêts et préoccupations des parties prenantes concernant le projet ;
- Impact du projet sur les parties prenantes : Comment la partie prenante sera-t-elle affectée (positivement et négativement) par le projet?
- Comment la partie prenante peut-elle affecter le projet? Peuvent-ils entraver ou contribuer à la réussite du projet?
- Gestion des risques (S'agit-il d'une partie prenante à risque faible, moyen ou élevé? Et comment géreriez-vous les parties prenantes à risque moyen / élevé)?



**Figure 4 :** Groupe de travail du secteur Energie lors du développement du plan d'engagement des acteurs



**Figure 5 :** Groupe de travail du secteur Ressources en eau et Santé Publique lors du développement du plan d'engagement des acteurs

## **6. Réflexion sur le nombre de personnes impliquées dans la mise en œuvre du projet considérant l'approche genre**

M. Hery A. Rakotondravony a rappelé aux participants qu'un canevas de recensement des techniciens pour l'identification des valeurs cibles des formations visées par l'Output 3.1.1 (nombre

d'acteurs et de formateurs de formateurs à former pour chaque secteur) a été partagé aux participants des deux ateliers précédents, mais que de nombreuses institutions n'ont pas encore eu jusqu'ici renvoyé les canevas remplis.

La réflexion sur le nombre de personnes à impliquer dans la mise en œuvre du projet considérant l'approche genre a été lancée avec la considération du nombre d'experts nationaux impliqués dans l'élaboration des Communications Nationales que Madagascar avait déjà soumises, soit deux à trois experts par secteur. Ensuite, le consultant a demandé les experts nationaux impliqués dans l'élaboration de la Troisième Communication Nationale si quatre experts nationaux par sous-secteur seraient satisfaisants pour que le pays puisse produire des rapports nationaux de bonne qualité. Après les discussions, le nombre d'experts à former a été ensuite estimé à 110 techniciens sectoriels + 40 membres du Comité National Changement Climatique. Les participants se sont agréés sur un nombre total de 150 personnes à former.

## **7. Conclusion et mots de clôture**

M. Jean Gabriel Nirina a transmis les excuses du Directeur du BNCC qui n'a pas pu rester jusqu'à la clôture de l'atelier. Il a remercié les participants pour cet atelier fructueux qui a vu l'implication effective de nombreuses institutions impliquées dans la mise en œuvre de la CDN de Madagascar. Il a mentionné qu'un atelier sur l'élaboration du cadre logique aura lieu le 18 octobre 2018. L'atelier de validation aura lieu le 25 octobre 2018 et la première version du ProDoc sera remis par l'équipe de consultant le 31 octobre 2018. L'atelier s'est terminé à 16:30.

**Tableau 1 :** Cartographie des acteurs discuté lors des travaux de groupe de l'atelier du 04 octobre 2018

Institution	Rôles	Principaux intérêts et préoccupations des parties prenantes concernant le projet	Impact du projet sur les parties prenantes : Comment la partie prenante sera-t-elle affectée (positivement et négativement) par le projet?	Comment la partie prenante peut-elle affecter le projet? Peuvent-ils entraver ou contribuer à la réussite du projet?	Gestion des risques (S'agit-il d'une partie prenante à risque faible, moyen ou élevé? Et comment géreriez-vous les parties prenantes à risque moyen / élevé)?
<b>MITIGATION : AGRICULTURE, FORESTERIE ET UTILISATION DES TERRES (AFOLU)</b>					
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Direction Générale des Forêts, Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts</li> <li>• Directions Régionales de l'Environnement, Ecologie et Forêts</li> </ul>	Mise en œuvre de la Politique Forestière, Directives Nationales sur le Reboisement, Suivi des aires protégées, coordination des programmes de reboisement, suivi de la couverture forestière	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités en matière de lutte contre les changements climatiques, y compris l'inventaire des GES et les méthodologies d'identification des options d'adaptation et d'atténuations</li> <li>• Renforcement du système de suivi sectoriel</li> <li>• Bases de données à jour et fiables qui serviront d'outil d'aide à la décision pour une gestion améliorée des ressources forestières.</li> <li>• Alimentation en informations de la base de données centrales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des connaissances des principes du FEM</li> <li>• Amélioration des capacités en formulation des projets à soumettre au GEF et aux bailleurs similaires</li> <li>• Enrichissement du système de suivi des aires protégées au sein de la DSAP</li> <li>• Renforcement du système de suivi sectoriel et fluidification des informations</li> <li>• Maîtrise des informations grâce à la coordination</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La Forêt tient une place importante dans la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques, surtout dans la séquestration et l'évitement des émissions de gaz à effet de serre. Une implication forte de la DGF garantirait le succès des actions de mitigation du secteur AFOLU.</li> <li>• L'implication effective du ministère et tous les acteurs garantira le succès de la mise en œuvre du projet.</li> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement fréquent des responsables</li> <li>• Insuffisance des capacités et des compétences nécessaires</li> <li>• Pas de budget au-delà du cycle du projet</li> <li>• Données incohérentes ou insuffisantes</li> <li>• Insuffisance moyens humains (techniciens au niveau régional), matériels, ...</li> <li>• Non accès et non partage des informations (fiables, exploitables, niveau de détail, etc.)</li> <li>• Non disponibilité des données pays, utilisation des valeurs par défaut</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordination des acteurs et actions au niveau régional.</li> </ul>			
Direction Générale de l'Environnement, Ministère de l'Environnement, de l'Écologie et des Forêts	Gestion des pollutions et des substances appauvrissant la couche d'ozone				
Bureau National de Coordination des Changements Climatiques, Ministère de l'Environnement, de l'Écologie et des Forêts	Coordination nationale de la lutte contre les changements climatiques, Autorité Nationale Désignée du Protocole de Kyoto et registre national carbone	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement du rôle du BNCCC en tant que coordinateur des actions climatiques</li> <li>• Faciliter les activités de rapportage pour le CCNUCC</li> <li>• Actualisation des bases de données sur les émissions et puits de GES</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le BNCCC bénéficiera du renforcement de capacité</li> <li>• Les lacunes technologiques pour les inventaires de GES seront comblées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le BNCCC rôle principale dans le projet, si ce rôle n'est pas assuré, le projet en totalité sera entravé. Par contre, la réussite du projet demande aussi la collaboration avec tous les autres acteurs. BNCCC ne peut pas travailler seul pour réussir le projet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement des responsables</li> <li>• Pas de budget au-delà du cycle du projet</li> <li>• Insuffisance moyens humains (techniciens au niveau régional), matériels, etc.</li> <li>• Non accès et non partage des informations (fiables, exploitables, niveau de détail, etc.)</li> <li>• Non disponibilité des données pays, utilisation des valeurs par défaut</li> </ul>
Bureau National de Coordination REDD+	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre Stratégie Nationale REDD+ : Déclinaison en stratégie régionale ; Identification et caractérisation initiatives/activités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités en matière de lutte contre les changements climatiques, y compris l'inventaire des GES et les méthodologies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aide à l'identification : des initiatives/activités éligibles au titre de la Stratégie Nationale REDD+ pour contribuer à l'atteinte des objectifs REDD+ ; des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Implication du système MNV REDD+ dans l'alimentation de la base de données, contribue à :</li> <li>• L'estimation, déclaration et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance moyens humains (techniciens au niveau régional), matériels, ...</li> <li>• Non accès et non partage des informations (fiables,</li> </ul>



	<p>éligibles au titre de la Stratégie Nationale REDD+ ;</p> <p>Opérationnalisation SN REDD+ par un programme juridictionnel de réduction d'émission</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre MNV, gestion des bases de données</li> <li>• Communication à toutes les parties prenantes sur de la préparation et mise en œuvre du processus REDD+ à Madagascar</li> </ul>	<p>d'identification des options d'adaptation et d'atténuations</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Informations centralisées : accessibles à tous publics</li> <li>• Disponibilité d'informations à jour, fiable, avec un certain niveau de détail, exploitable</li> <li>• Communication élargie</li> </ul>	<p>promoteurs d'activités éligibles à la REDD+ ; des zones potentielles au programme REDD+</p>	<p>vérification des émissions et des absorptions de carbone</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Au Suivi des changements d'affectation des terres à partir de données satellitaires</li> <li>• Au suivi des bénéfices socio-économiques multiples, à travers un géo-portail des données des activités</li> <li>• A la contribution au suivi national des forêts.</li> </ul>	<p>exploitables, niveau de détail, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Non disponibilité des données pays, utilisation des valeurs par défaut</li> </ul>
Direction du Système des Aires Protégées	Suivi des aires protégées				
Direction de la Valorisation des Ressources Forestières	Encadrement des communautés de base de gestion des ressources naturelles, encadrement des transferts de gestion des ressources naturelles, suivi de la couverture forestière, suivi des feux de brousse, suivi du reboisement				
Direction Générale de l'Ecologie, Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts	Paiement pour les Services Ecologiques, gestion des bassins versants				
Institutions de recherche et de formation (CNRE,	Recherche et formation (mesures et appuis en				

CNFEREF, ESSA, ABC/LRI, DBV, DBA, FOFIFA, LRI, Vahatra	matière d'atténuation du changement climatique)				
Office National pour l'Environnement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Prévention des risques environnementaux dans les investissements publics et privés et de la lutte contre les pollutions : application de la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement (MECIE) ;</li> <li>• Gestion du système d'information environnementale, du suivi et de l'évaluation de l'état de l'environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Projet aidera l'ONE dans la maîtrise et la réduction des émissions de gaz à effets de serre par les investissements dans tous les secteurs</li> <li>• Le projet contribuera à l'opérationnalisation du Système National de Suivi de la Vulnérabilité et de l'Adaptation (SNSVACC)</li> <li>• Le projet facilitera l'alimentation des Tableaux de Bord Environnementaux</li> <li>• Préoccupation : Absence de systèmes de suivi sectoriels de l'état des différentes composantes de l'environnement (sols, qualité de l'air, stocks halieutiques, élévation du niveau de la mer...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités (techniques, financières, humaines et matérielles)</li> <li>• Les études d'impacts environnementaux intégreront les paramètres liés au changement climatique</li> <li>• Renforcement du SNSVACC et du TBE</li> <li>• Opportunités pour la mise en place de la Comptabilité carbone des entreprises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ONE mettra à la disposition du projet les informations disponibles en son sein à travers les indicateurs du Tableau de Bord Environnemental y compris les indicateurs de vulnérabilité et d'adaptation du SNSVACC)</li> <li>• Valorisation des expériences de l'ONE en matière d'identification des indicateurs de vulnérabilité et d'adaptation</li> <li>• Partage des bonnes pratiques et expériences de l'ONE en matière de méthodologies et de mécanisme/modalités de remontées des données</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volonté des acteurs à partager les données/informations</li> <li>• Reconnaissance des rôles des institutions nationales</li> <li>• Fiabilité des données sectorielles</li> </ul>
ONG, associations internationales (World Wildlife Fund, World Conservation Society, Conservation)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inventaire des GES, vente de carbone, surveillance aérienne, restauration des paysages forestiers,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement des capacités en matière de lutte contre les changements climatiques, y compris</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration des informations utilisées dans la gestion des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Partage des données et des informations à temps</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Données incohérentes ou insuffisantes</li> <li>• Insuffisance moyens humains (techniciens)</li> </ul>

International, Missouri Botanical Garden, Royal Botanic Garden at Kew, etc.), associations nationales/locales (Association Nationale pour les Actions Environnementales, Asity Madagascar, Programme de Lutte Antiérosive, Madagascar National Parks, Madagasikara Voakajy, Service d'Appui à la Gestion de l'Environnement, etc.)	gestion des aires protégées, suivi satellitaire (Firecast), appuis techniques pour la gestion durable des ressources naturelles, reboisement	l'inventaire des GES et les méthodologies d'identification des options d'adaptation et d'atténuations <ul style="list-style-type: none"> <li>• Alimentation de la base de données (REDD, adaptation, etc.)</li> <li>• Partage de pratique des activités techniques (restauration des paysages forestiers, gestion des aires protégées, lutte contre les feux, etc.)</li> </ul>	aires protégées et des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en œuvre d'un Protocole de collaboration sur le partage des données et informations</li> <li>• Mise en place de la sécurisation des données et informations</li> </ul>	<p>au niveau régional), matériels, etc.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Non accès et non partage des informations (fiables, exploitables, niveau de détail, etc.)</li> <li>• Non disponibilité des données</li> </ul>
Partenaires privés (Ambatovy S.A., Qit Madagascar Minerals, Fanalamanga, etc.)	<i>Offsetting</i> , restauration, gestion du reboisement				
Bailleurs de fonds (Programme d'Appui à la Gestion de l'Environnement de la GIZ, Fondation pour les Aires Protégées et la Biodiversité de Madagascar, USAID, Union Européenne, Agence Française pour le Développement, Banque Mondiale, CIRAD, Institut de Recherche pour le Développement, Programme des Nations	Financement, appuis techniques				

**MITIGATION : ENERGIE**

Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures et organismes rattachés (Office Malgache des Hydrocarbures, Agence de Développement de l'Electrification Rurale, etc.)	Mise en œuvre de la nouvelle politique de l'Energie, statistique sur l'importation et la distribution des produits pétroliers, consommation nationale de produits pétroliers	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de capacités pour la consolidation de la base de données au niveau national (bois énergie/électricité/hydrocarbure)</li> <li>• Outil de suivi-évaluation de la mise en œuvre de la NPE</li> <li>• Outil de plaidoyer pour la mobilisation de fonds</li> </ul>	<p><b><u>Positif :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'une base de données fiable et consolidée</li> <li>• Existence d'un outil de suivi-évaluation de la Nouvelle Politique Energétique</li> <li>• Encourage la synergie et le dialogue multisectoriel</li> </ul> <p><b><u>Négatif:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Surplus de charge de travail non payé et surcharge organisationnel (la contribution en nature via la mise à disposition du personnel)</li> <li>• Alignement des objectifs sectoriels avec les objectifs de la CDN</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grâce à l'alimentation de la base de données sinon blocage total du projet</li> <li>• Mise à disposition de personnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement fréquent des responsables (élevé)</li> <li>• Insuffisance de motivation des personnels clés pour effectuer le suivi (élevé)</li> <li>• Pas de budget au-delà du cycle du projet (élevé)</li> </ul>
Ministère du Transport et de la Météorologie et services rattachés (Agence des Transports)	Gestion des transports en commun, gestion des transport terrestre, maritime, fluvial et	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Possibilité de renforcement de capacité des personnels pour la</li> </ul>	<p><b><u>Positif :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'une base de données fiable et consolidée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grâce à l'alimentation de la base de données sinon blocage total du projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement fréquent des responsables (élevé)</li> </ul>

Terrestres, Autorité Portuaire, Maritime et Fluviale, Direction Générale de la Sécurité Routière, etc.)	aérien, statistiques parc automobile (visite technique), données sur les émissions de GES par ville et national (nécessite l'acquisition/implantation des capteurs / enregistreurs de CO2)	<p>mesure et suivi des émissions de gaz à effet de serre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisme de surveillance de l'émission</li> <li>• Mise en place de système vérification de trafic sur route</li> <li>• Système de suivi de la durabilité des infrastructures routières</li> <li>• Renforcement de la capacité de ministère dans la formulation de document de projet</li> <li>• Système de suivi sous sectoriel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'un outil de suivi-évaluation de la politique sectorielle</li> <li>• Encourage la synergie et le dialogue multisectoriels</li> </ul> <p><b>Négatif:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Surplus de charge de travail non payé et surcharge organisationnel (la contribution en nature via la mise à disposition du personnel)</li> <li>• Alignement des objectifs sectoriels avec les objectifs de la CDN</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise à disposition de personnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance de motivation des personnels clés pour effectuer le suivi (élevé)</li> <li>• Pas de budget au-delà du cycle du projet (élevé)</li> <li>• Non obtention de l'information auprès de l'opérateur privé</li> </ul>
Ministère de l'Intérieur et services rattachés (Centres Immatriculateurs)	Statistiques parc automobile (nombre et statistiques des voitures et autres engins / véhicules par année de mise en service), consommation moyenne des voitures / engins (carte grise)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Organisme de surveillance de l'émission</li> <li>• Mise en place de système vérification de trafic sur route</li> <li>• Système de suivi sous-secteur transport</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Positif</li> <li>• Fiabilité de données</li> <li>• Existence d'un outil de suivi-évaluation du secteur transport</li> <li>• Négatif</li> <li>• Pas d'outil de recoupement (vérification) des informations sur le système de suivi du secteur transport</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Grâce à l'alimentation de la base de données sinon données non fiable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement fréquent des responsables (faible)</li> <li>• Insuffisance de motivation des personnels clés pour effectuer le suivi (faible)</li> <li>• Pas de budget au-delà du cycle du projet (faible)</li> </ul>
Compagnie d'assurance	Statistiques parc automobile (contrats d'assurance)				

Opérateurs du secteur Energie (JIRAMA, Aksaf Power, Symbion Power, opérateurs de distribution/importation pétrolières, opérateurs de logistique pétrolière, etc.)	Consommation de produits pétroliers, production d'énergie renouvelable	Renforcement de capacité de la JIRAMA Outil de visibilité et de communication	<b>Positif</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Visibilité et incitation à investir dans les ressources renouvelables</li> <li>• Perspective de financement a travers le marché carbone (instauration de dialogue entre opérateur privé)</li> </ul> <b>Négatif</b> <p>Demande de plus d'investissement pour discerner l'énergie renouvelable et l'énergie thermique pour les producteurs privés</p>	Rétention d'information	Rétention d'information
Auto-producteurs d'énergie	Consommation de produits pétroliers ; production d'énergie renouvelable	Outil de visibilité et de communication	<b>Positif</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Visibilité et incitation à investir dans les ressources renouvelables</li> <li>• Création d'un dialogue entre les auto-producteurs dans une perspective d'accès au marché carbone ou a d'autres financements</li> </ul> <b>Négatif</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Demande de plus d'investissement pour discerner l'énergie renouvelable et l'énergie thermique</li> </ul>	Rétention d'information	Rétention d'information

			pour les producteurs privés		
Producteurs de foyers améliorés (ADES, etc.)	Données sur les foyers améliorés	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Outil de visibilité et de communication</li> <li>• Outil de plaidoyer et de lobbying</li> </ul>	<b>Positif</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Visibilité et incitation à investir dans les ressources renouvelables</li> <li>• Création d'un dialogue entre les auto-producteurs dans une perspective d'accès au marché carbone ou à d'autres financements</li> </ul>	Fiabilité de l'information	Suivi de l'adoption et de ; l'utilisation (moyen) Fiabilité de l'information (élevé)
Direction Générale des Douanes, Ministère des Finances et du Budget	Données sur les panneaux photovoltaïques et les charbons miniers (importations)	Recoupement pour vérification des informations (intérêt fiscal, etc.)	<b>Positif</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Accès aux informations de l'investissement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création d'un lien entre la direction des douanes et ministère d'énergie pour la traçabilité des produits (lampe à basse consommation, kit solaire)</li> <li>• Fiabilité des données sur la quantité de combustible fossile</li> </ul>	Fiabilité de l'information (faible)
Ministère de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Hygiène	Coordination, planification et suivi des actions concernant la gestion des déchets solides et liquides ; mise en œuvre des politiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Textes réglementaires contraignantes relatives à la gestion des déchets et toutes informations y afférentes - décrets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion saine des déchets et de l'assainissement en général, conformité aux normes de gestion de déchets, facilitation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les déchets sont une des grandes sources d'émission de GES</li> <li>• L'implication du MEAH est requise pour sa</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement fréquent des responsables</li> <li>• Insuffisance des capacités et des compétences nécessaires</li> </ul>

	<p>et stratégies nationales d'assainissement ; gestion des ordures ménagères et des sites de décharge ; gestion des eaux usées et des stations de pompage</p>	<p>d'application (Code l'eau, Code de l'environnement, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Schéma directeur d'assainissement</li> <li>• Renforcement de capacité en vue formulation de projet en matière de lutte contre le changement climatique (mise en place Centre d'Enfouissement Technique- renouvellement des infrastructures d'assainissement, création de site de traitement eaux usées et boues de vidanges, création de nouvelles stations de pompages)</li> <li>• Renforcement de capacité en matière d'inventaire de gaz à effet de serre</li> <li>• Renforcement de capacité en matière de reporting changement climatique déchets</li> <li>• Renforcement de capacité en matière de caractérisation de déchets et de diagnostic</li> </ul>	<p>de la réduction des émissions (GES), préservation de la ressource en Eau -</p>	<p>gestion selon le schéma directeur</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pas de budget au-delà du cycle du projet</li> <li>• Données incohérentes ou insuffisantes</li> <li>• Arrangement institutionnel conflictuel (leadership)</li> </ul>
--	---	---	---	--	--



Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé et les industriels	Mise en œuvre de la politique de gestion des pollutions industrielles : traitement et valorisation des déchets industriels, gestion et suivi des eaux usées des usines.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création et mise en œuvre de décret d'application</li> <li>• Renforcement de capacité en matière de contrôle des installations industriels et de gestion de déchets industriels</li> <li>• Formation, formation des inspecteurs industriels</li> <li>• Création d'infrastructures et équipements de traitement spécialisés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion saine des déchets industriels en général</li> <li>• Conformité aux normes internationales de gestion de déchets industriels</li> <li>• Facilitation de la réduction des émissions (GES)</li> <li>• Préservation de l'environnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les déchets industriels sont une des sources d'émission (GES, toute sorte de polluant)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Politique Nationale de Développement</li> <li>• Changement fréquent des responsables</li> <li>• Insuffisance des capacités et des compétences nécessaires</li> <li>• Pas de budget au-delà du cycle du projet</li> <li>• Données incohérentes ou insuffisantes</li> <li>• Arrangement institutionnel conflictuel ( leadership)</li> </ul>
Ministère de la Santé Publique	Informations sur les déchets, la gestion et les installations de traitement des déchets hospitaliers				
Communes urbaines et rurales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chargées de l'assainissement urbain dans les communes qui ne disposent pas d'organisme public chargé de l'assainissement urbain et rural</li> <li>• Coordination, planification et suivi des actions concernant la gestion des déchets solides et liquides ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Textes réglementaires contraignantes relatives à la gestion des déchets et toutes informations y afférentes, décrets d'application (Code l'eau, Code de l'environnement, etc.)</li> <li>• Schéma directeur d'assainissement</li> <li>• Renforcement de capacité en vue formulation de projet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion saine des déchets et de l'assainissement en général</li> <li>• Conformité aux normes de gestion de déchets</li> <li>• Facilitation de la réduction des émissions (GES)</li> <li>• Préservation des Ressources en Eau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les déchets sont une source d'émission de GES. L'implication de la Commune est requise pour sa gestion selon le plan communal de développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement fréquent des responsables</li> <li>• Insuffisance des capacités et des compétences nécessaires</li> <li>• Pas de budget au-delà du cycle du projet</li> <li>• Données incohérentes ou insuffisantes</li> <li>• Arrangement institutionnel conflictuel (leadership)</li> </ul>

	mise en œuvre des politiques et stratégies nationales d'assainissement ; gestion des ordures ménagères et des sites de décharge ; gestion des eaux usées et des stations de pompage	<p>en matière de lutte contre le changement climatique (mise en place Centre d'Enfouissement Technique, renouvellement des infrastructures d'assainissement, création de site de traitement eaux usées et boues de vidanges, création de nouvelles stations de pompages)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de capacité en matière d'inventaire de gaz à effet de serre</li> <li>• Renforcement de capacité en matière de reporting changement climatique déchets</li> <li>• Renforcement de capacité en matière de caractérisation de déchets et de diagnostic</li> </ul>			
Organisations non-gouvernementales, partenaires techniques et financiers	Appuis techniques et financiers, outils de collecte de données				
<b>MITIGATION : PROCÉDES INDUSTRIELS</b>					
Ministère de l'Industrie et du Développement du	Appui à l'élaboration et Suivi des bases de	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Textes réglementaires contraignantes pour la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place de facteurs d'émission</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Implication du Ministère de</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement fréquent des responsables</li> </ul>

Secteur Privé et les industriels	données Statistiques sur l'industrie et la production industrielles émettrices des GES (production de ciment et de chaux, pâtes et papiers, aliments et boissons, etc.)	remise des reporting et toutes informations relatives aux productions	spécifiques adapte a chaque type de production et de produits <ul style="list-style-type: none"> <li>• Constitution de base données accessible et transparent</li> </ul>	l'industrie dans la constitution de bases de données accessibles et transparent selon le système MRV <ul style="list-style-type: none"> <li>• Certaines activités industrielles sont sources d'émission qui requiert l'implication du ministère</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance des capacités et des compétences nécessaires</li> <li>• Pas de budget au-delà du cycle du projet</li> <li>• Données incohérentes ou insuffisantes</li> <li>• Arrangement institutionnel conflictuel (leadership)</li> </ul>
----------------------------------	---	---	--	--	---

## Annexe 1: Termes de référence de l'atelier



### TERMES DE REFERENCE

#### Atelier sur le développement de l'arrangement institutionnel et l'élaboration du plan d'engagement des acteurs du projet CBIT

**« *Building and strengthening Madagascar's national capacity to implement the transparency elements of the Paris Agreement* »<sup>1</sup>**

### 1. Contexte

L'Accord de Paris sur le climat prévoit dans son Article 13 l'établissement d'un « Cadre de transparence des mesures et de l'appui » afin de suivre, notifier et examiner les informations pertinentes par rapport à la mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et des autres traités qui l'ont suivi. La communication régulière des comptes rendus des Contributions Déterminées au niveau National (CDN), ainsi que les moyens de mise en œuvre reçus ou fournis sous formes de ressources financières, de renforcement des capacités et de transfert de technologies, constitue les cibles prioritaires du Cadre de transparence. Ces informations permettent de clarifier ce que les Parties font vis-à-vis de leurs engagements envers les traités climatiques internationaux.

Le projet « *Building and strengthening Madagascar's national capacity to implement the transparency elements of the Paris Agreement* » (CBIT Madagascar) est destiné à renforcer la capacité de Madagascar à mettre en œuvre le Cadre de transparence. Le projet comporte trois composantes : (1) Renforcer les arrangements institutionnels, les politiques, les stratégies, les programmes et les organes de coordination au sein des institutions nationales et tous les secteurs concernés pour répondre aux exigences du Cadre de transparence de l'Accord de Paris ; (2) Comblent les lacunes technologiques clés pour surveiller les émissions de GES et les résultats des interventions climatiques par l'élaboration et la diffusion d'outils pertinents ; et (3) Renforcer les capacités des organismes nationaux concernés et des parties prenantes sur les activités de transparence.

L'élaboration du document de projet a été lancée le 14 août dernier et a permis d'établir une cartographie préliminaire des différents acteurs et ainsi un croquis d'arrangement institutionnel. L'atelier d'élaboration du cadre des résultats a eu lieu le 13 septembre 2018. Ces deux ateliers ont conclu la place prépondérante des infrastructures institutionnelles et la nécessité d'asseoir des capacités adéquates. Ces aspects exigent la participation de tous les acteurs sectoriels et la pérennisation des activités, afin que le pays puisse répondre aux exigences du Cadre de transparence.

Continuant l'élan dans l'élaboration du ProDoc, le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, à travers son Bureau National de Coordination des Changements Climatiques (BNCC), conjointement avec Conservation International (CI), organisera un atelier développement de l'arrangement institutionnel et d'élaboration du plan d'engagement des acteurs du projet CBIT Madagascar. L'atelier réunira tous les acteurs concernés par la mise en œuvre et la pérennisation des activités du projet et aura lieu le 04 octobre prochain.

---

<sup>1</sup> « Etablir et renforcer les capacités nationales de Madagascar pour la mise en œuvre du Cadre de transparence de l'Accord de Paris ».

## 2. Objectifs

Les objectifs de l'atelier sont de :

- Présenter une synthèse de l'état des lieux sur les infrastructures institutionnelles relatives au Cadre de transparence de l'Accord de Paris ;
- Identifier les différents organes intervenants dans la mise en œuvre du projet avec leurs rôles et responsabilités ;
- Améliorer la cartographie des acteurs et définir l'implication des différents acteurs pendant la mise en œuvre du projet, y compris une réflexion sur le nombre de personnes impliquées dans la mise en œuvre du projet considérant le genre au début et à la fin du projet.

## 3. Méthodologie

L'aperçu de l'état des lieux T0 des infrastructures institutionnelles relatives au Cadre de transparence de l'Accord de Paris sera exposé sous forme de présentation suivie d'une séance de clarification et de discussion. La détermination des différents organes intervenants dans la mise en œuvre du projet sera développée lors d'une séance de discussion en plénière. La cartographie des acteurs et la définition de l'implication des différents acteurs pendant la mise en œuvre du projet seront développées et discutées au niveau de groupes de travail tenant compte des secteurs concernés par la composante mitigation de la CDN de Madagascar (Agriculture ; UTCATF ; Energie ; Déchets ; Procédés Industriels) et deux secteurs de la composante adaptation (Santé publique ; Ressources en eau). L'inclusion de ces deux secteurs de l'adaptation a été recommandée par l'atelier du 13 septembre 2018. Chaque groupe désignera un président et un rapporteur qui va restituer les résultats des travaux de groupe en séance plénière.

## 4. Résultats attendus

- Les différents organes intervenants dans la mise en œuvre du projet sont identifiés ;
- La cartographie des acteurs est établie ;
- L'implication des différents acteurs dans la mise en œuvre du projet est définie ;
- Une approche pour la détermination du nombre de personnes impliquées dans la mise en œuvre du projet considérant l'approche genre est développée.

## 5. Agenda provisoire

Horaire	Thèmes	Intervenants
08:30-09:00	Accueil / réception des participants	
09:00-09:15	- Mots d'ouverture de l'atelier - Tour de table (présentation des participants)	Représentant du MEEF
09:15-09:30	<b>Présentation 1</b> : Mise en contexte	BNCC
09:30-09:45	<i>Photo de famille et pause-café</i>	
09:45-10:00	<b>Présentation 2</b> : CBIT Madagascar : Aperçu de l'état des lieux T0 des infrastructures institutionnelles y afférentes et organes intervenants dans la mise en œuvre du projet selon le modèle de CI-FEM	CI & Consultant

10:00-11:00	Discussions plénières (organes intervenants dans la mise en œuvre du projet)	Plénière
11:00-12:00	<b>Cartographie des acteurs</b>	04 groupes de travail
12:00-12:30	Restitution/discussions	Plénière
12:30-14:00	Pause déjeuner	
14:00-15:00	<b>Implication des différents acteurs dans la mise en œuvre du projet</b>	04 groupes de travail
15:00-15:30	Restitution/discussions	Plénière
15:30-16:00	<b>Réflexion sur le nombre de personnes impliquées dans la mise en œuvre du projet considérant l'approche genre</b>	Plénière
16:00-16:15	Conclusion et prochaines étapes	BNCCC
16:15-16:30	Mots de clôture	Représentant MEEF

Modérateur : BNCCC.



ATELIER D'ELABORATION DU CADRE DES RÉSULTATS DU PROJET

**« CONSTRUIRE ET RENFORCER LA  
CAPACITÉ NATIONALE À METTRE EN  
ŒUVRE LES ÉLÉMENTS DU CADRE DE  
TRANSPARENCE DE L'ACCORD DE  
PARIS »**

Espace Dera Tsiadana,  
Antananarivo, 13  
septembre 2018



## CONTEXTE

**-MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION CADRE DES NATIONS  
UNIES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (CCNUCC)**

**-CONCRETISATION DE L'ACCORD DE PARIS SUR CLIMAT**

## **COP 21**

### **TRANSPARENCE DES MESURES ET APPUIS**



**-Décision CP21 (Paragraphe 85):** La mise en place d'une initiative de renforcement de capacité pour la transparence afin de développer les capacités institutionnelles et techniques (pays en développement)

**-Décision CP 21 (Paragraphe 87)** engage le FEM à prendre des dispositions pour appuyer la mise en place et la poursuite de CBIT

## **ACCORD DE PARIS**

### **CADRE DE TRANSPARENCE:**



**-INVENTAIRE DE GES**

**-ATTENUATION DANS CDN (art. 4)**

**-IMPACT CC ET ADAPTATION (art. 7)**

**-BESOINS FINANCIERS, TRANSFERT DE TECHNOLOGIE, RENFORCEMENT DE CAPACITE ET LES APPUIS RECUS (art.9, 10, 11)**



# CONTEXTE

## TRANSPARANCE:

-MESURES

-REPORTING

-VERIFICATION

(MRV)

## ELEMENTS:

CONTROL QUALITE (CQ ou QC)

ASSURANCE QUALITE (AQ ou QA)

## BASE:

RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES

**Annexe 2 : Présentation de Aperçu de l'état des lieux T0 des infrastructures institutionnelles y afférentes et organes intervenants dans la mise en œuvre du projet selon le modèle de CI-FEM, par M. Hery A. Rakotondravony**



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA  
Fivavaha - Fiantohana - Fandrosoana

ATELIER DE DÉVELOPPEMENT DE L'ARRANGEMENT  
INSTITUTIONNEL ET D'ÉLABORATION DU PLAN  
D'ENGAGEMENT DES ACTEURS DU PROJET

**« CONSTRUIRE ET RENFORCER LA  
CAPACITÉ NATIONALE À METTRE EN  
ŒUVRE LES ÉLÉMENTS DU CADRE DE  
TRANSPARENCE DE L'ACCORD DE  
PARIS »**

Espace Dera Tsiadana,  
Antananarivo, 04 octobre  
2018

Hery Rakotondravony, Leonardo  
Massai & Berthin Andriamanantsoa



# 1. CONTEXTE

## RÉUNIONS ET ATELIERS (30-Sep-2018)

- Atelier de lancement (14-Aug-2018)
- Atelier Cadre des résultats (13-Sep-2018)
- Atelier arrangement institutionnel + engagement des acteurs (30-Sep-2018)
- Atelier Cadre logique (y compris budgétisation) (31-Oct-2018)

## BASELINE/FIELD ASSESSMENT/STUDIES (31-Aug-2018)

- Revue de la littérature et consultations individuelles des acteurs clés

## SAFEGUARD REQUIREMENTS (30-Sep-2018)

- Plan d'engagement des acteurs pendant la phase PPG et Plan d'intégration du genre

## COMPLETING GAPS FROM PIF STAGE, GEFSEC QUESTIONS NOT ADDRESSED DURING PIF PHASE (30-Sep-2018)

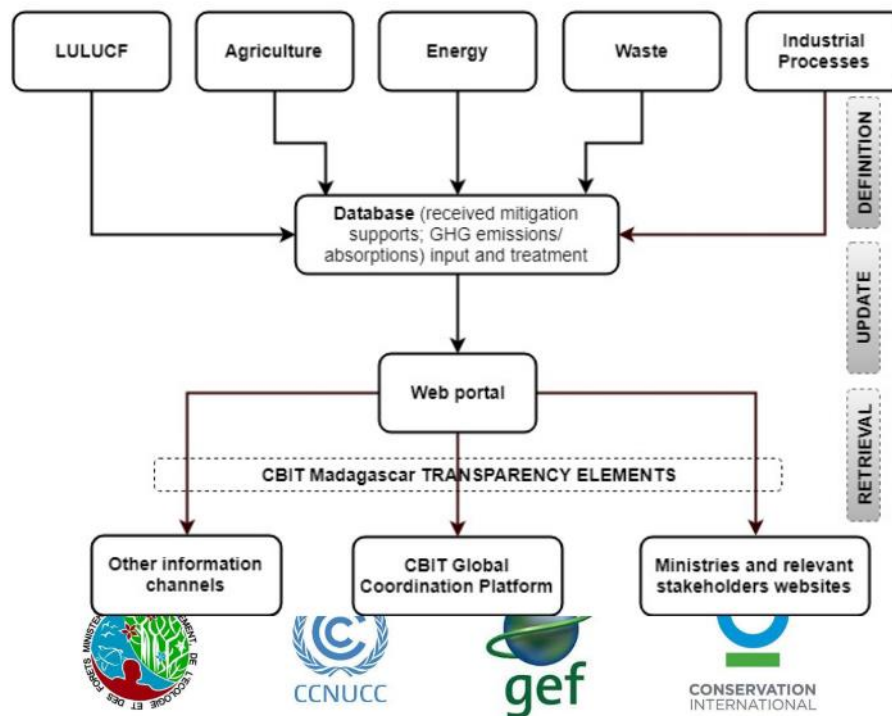
- Arrangement institutionnel et mesure d'atténuation des risques

## COFINANCING (30-Sep-2018)

## COMPLETE RESULTS FRAMEWORK (31-Oct-2018)

## SOUMISSION PRODOC (v1: 31-Oct-2018; v2: 30-Nov-2018)

## 2. STRUCTURE CADRE DE TRANSPARENCE

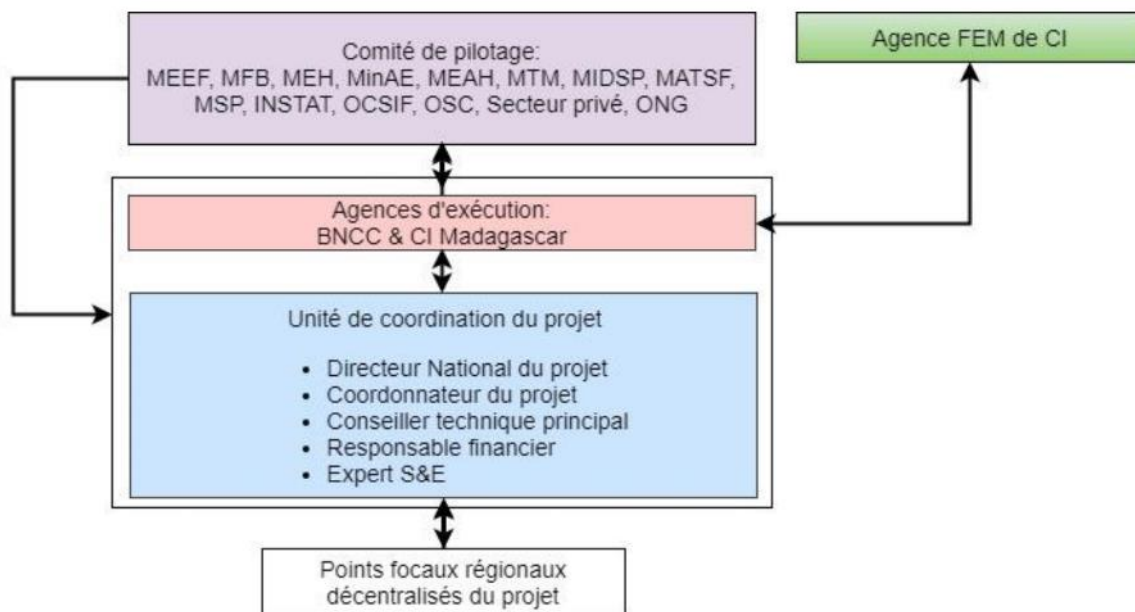


13/09/2018

ATELIER D'ÉLABORATION DES RÉSULTATS PRODOC CBIT MADAGASCAR

3

## 3. STRUCTURE DE GESTION DU PROJET



13/09/2018

ATELIER D'ÉLABORATION DES RÉSULTATS PRODOC CBIT MADAGASCAR

4

## **a. COMITE DE PILOTAGE**

Approuver PTA & budgets soumis par UCP

Approuver rapports techniques de l'UCP avant soumission à CI-FEM

Superviser et conseiller AGEX et UCP

Groupe consultatif et plaidoyer du projet

Réunion 2 fois par an, mais aussi en cas de besoins

13/09/2018

ATELIER D'ÉLABORATION DU DES RÉSULTATS PRODOC CBIT MADAGASCAR

5

## **b. AGENCE FEM DE CONSERVATION INTERNATIONAL**

Conseils techniques et financiers

Revue à mi-parcours

Superviser rapport annuel puis soumettre au GEFSEC

Mission annuelle de supervision + Point Focal Opérationnel FEM

Audit technique et financier annuel et final

Suivi exécution budgétaire

Centralisation rapports financiers trimestriels compilés par AGEX

13/09/2018

ATELIER D'ÉLABORATION DU DES RÉSULTATS PRODOC CBIT MADAGASCAR

6

## d. UNITÉ DE COORDINATION DU PROJET

Gestion opérationnelle et technique du projet tenant compte du ProDoc et instructions du COPIL

Exécution budgétaire du projet

Elaboration plans de travail, rapports, et toutes autres documentations

Soutien AGEX dans rédaction rapports pour COPIL pour approbation avant soumission au CI-FEM.

Assurer S&E conformément aux règles de l'Agence FEM.

Assurer communication des objectifs, activités et résultats du projet

13/09/2018

ATELIER D'ÉLABORATION DU DES RÉSULTATS PRODOC CBIT MADAGASCAR 8

## e. POINTS FOCaux RÉGIONAUX DÉCENTRALISÉS

Suivi de la mise en œuvre du projet au niveau décentralisé

Centralisation des plaidoiries puis transfert à UCP

Suivi et animation, organisation visites régionales de UCP et/ou autres organes selon les besoins

Faciliter la mise en œuvre du projet au niveau régional et infrarégional

13/09/2018

ATELIER D'ÉLABORATION DU DES RÉSULTATS PRODOC CBIT MADAGASCAR 9

## 4. APERÇU ETATS DES LIEUX T<sub>0</sub>

### Composante 1: Arrangement institutionnel

- Gestion des données sectorielles généralement non-réglementées sauf...
- Insuffisance des infrastructures institutionnelles (services techniques déconcentrés)
- Réorganisation fréquente des départements ministériels
- Insuffisance des moyens pour la systématisation des collectes des données
- Peu de départements sectoriels disposant d'expériences
- 02 sous-secteurs ayant système de suivi sectoriel et MRV (émissions)
- Ministères de tutelle non-suffisamment responsabilisés dans la gestion base de données
- Coût supplémentaire pour l'opérationnalisation des infrastructures institutionnelles
- L'après-projet, pérennisation
- Quid du recrutement des personnes à affecter au projet?

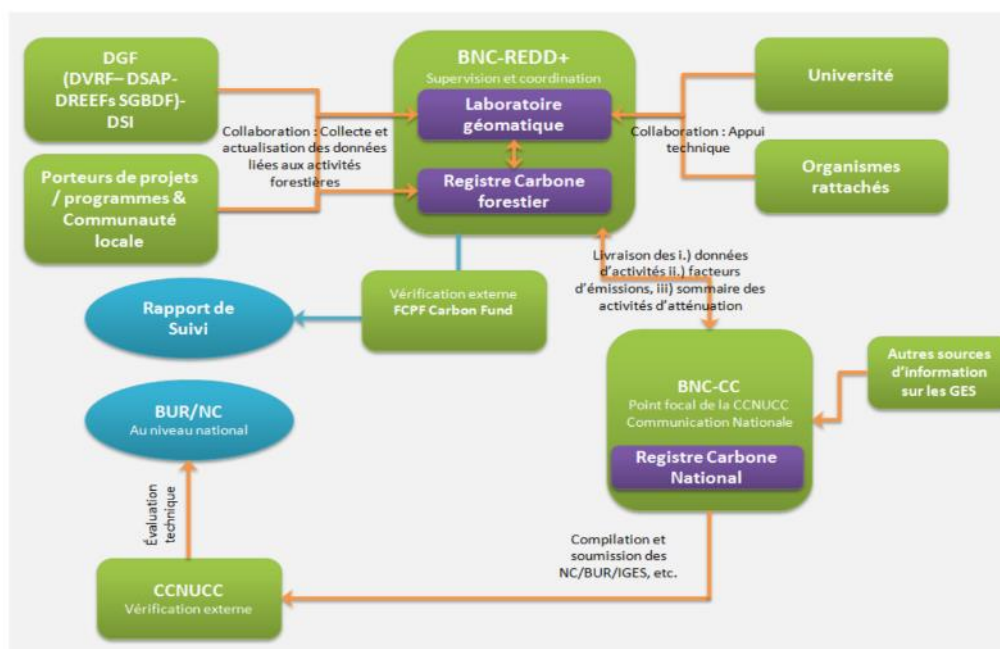


13/09/2018

ATELIER D'ÉLABORATION DU DES RÉSULTATS PRODOC CBIT MADAGASCAR

10

## 5. STRUCTURE CADRE DE TRANSPARENCE: MRV REDD-PLUS



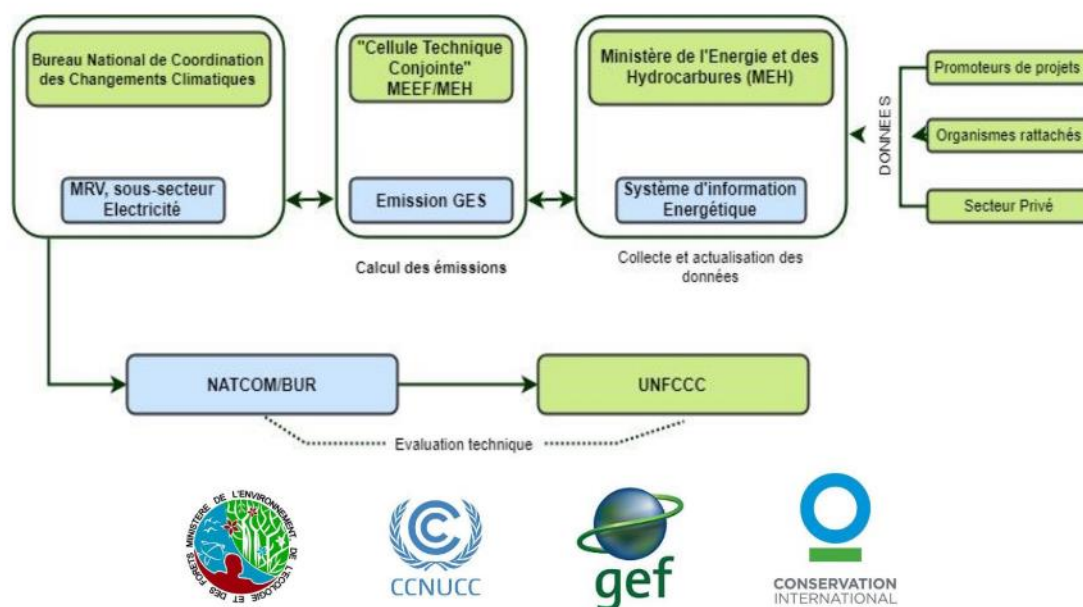
13/09/2018

ATELIER D'ÉLABORATION DU DES RÉSULTATS PRODOC CBIT MADAGASCAR

11



## 6. STRUCTURE CADRE DE TRANSPARENCE: MRV ÉNERGIE, SOUS-SECTEUR ÉLECTRICITÉ

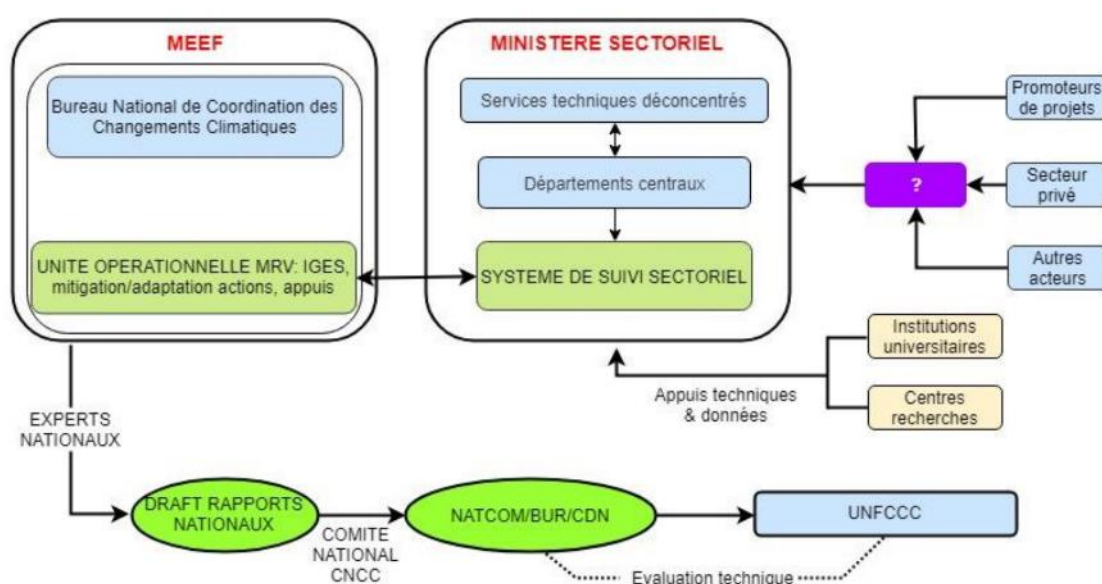


13/09/2018

ATELIER D'ÉLABORATION DU DES RÉSULTATS PRODOC CBIT MADAGASCAR

12

## 7. PROPOSITION DE SYSTÈME MRV SECTORIEL



13/09/2018

ATELIER D'ÉLABORATION DU DES RÉSULTATS PRODOC CBIT MADAGASCAR

13

# MISAOTRA TOMPOKO!



13/09/2018

ATELIER D'ÉLABORATION DES RÉSULTATS PRODOC CBIT MADAGASCAR

15



## Annexe 4






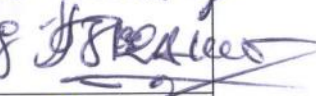

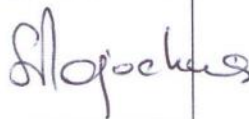
## FICHE DE PRESENCE

Objet: REUNION CBIT

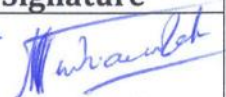

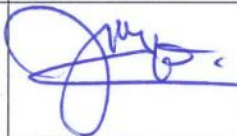
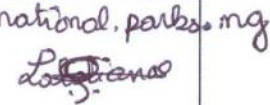
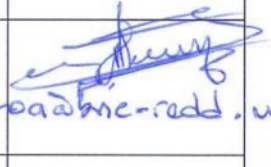
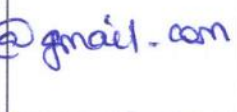

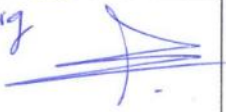
Date: 04 Octobre 2018

Lieu : ESPACE DERA - Tsiadana

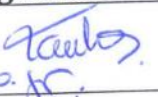


N°	Nom & Prénoms	Genre	Entité	Titre	Contact	Signature
1	Andrianarisoa Nickel	F	CI	Dir CS	mandrianarisoa@conservation.org	Nickel
2	HERITOKIUMAIMA Ambroinisa	F	MEEF BNCCC	collab	heritokiaina@gmail.com 034 6245743	Heritokiaina
3	RANDRIASANDRATANA Haja	H	BNCCC/ MEEF	collab	manampisoa@gmail.com 034 52 634 35	Manampisoa
4	ANDRIAFENOMIARISOA Lantoniana Hery	H	BNCCC/ MEEF	Collab	lantoniana.hery@yahoo.fr 034 312 1774	Lantoniana Hery
5	MASEZAMANA Haja Nirina	H	Consultant CBIT	Consultant	nirina_haja_m@yahoo.fr 034 97 34204	Nirina Haja
6	ANDREAS Jonathan Mubeil	H	BNCCC MEEF	collaborateur	andreasjonathanmubeil@yahoo.fr 034 54 133 32	Andreas Mubeil
7	RALISON Rino	F	Fondation Tany Deva	Gestionnaire de Projet	r.ralison@tanydeva.org 034 8109129	Ralison Rino
8	RANDRATSAHO CY Nirina	M	DVSSE/ MINSAN.	Collabo.	irarinainanana57@gmail.com irarinainanana57@gmail.com	Irarinainanana

N°	Nom & Prénoms	Genre	Entité	Titre	Contact	Signature
9	RAKOTONDRAVONY Hery	M	Consultant		hery.rakotondravony@gmail.com	
10	RANJEVASOA Hbolahiana	F	KEH	DIDE	ranjevasoambola@gmail.com	
11	ROBITAONA Rovolaha	F	WWF	équipe adaptation	rovolaha@gmail.com	
12	RANDRIAMANPIANINA Volohome	F	MEEF	D REEF	drreef.cerlog-ecologie-sav-mg	
13	RAVEWONANANA Lovekanto	F	MEEF / BNCC	Directeur BN-CC	lovekanto@gmail.com	
14	RAZAFIMAHERY Fidera Asmand	M	JIRAMA DPSQE/DE	Resp. Env	fidera.razafimahery@jirama.mg	
15	RAZAKAMIASOA Jeronaine	F	MIDSP DEPE/CE	CE	jeronaine.depe@gmail.com	
16	RAJOELINA Schouka	F	CT	Directrice Pays	rajoelina.conservation.org	



N°	Nom & Prénoms	Genre	Entité	Titre	Contact	Signature
17	ANDRIAMARAZAKA <sup>Thammy</sup>	M	INSTAT	Consultant	ihariamary@gmail.com 03417444 47	
18	RANDRIANANTENAINA Lovanitina	M	MIDSP	chef de service	lovanitina@gmail.com	
19	ANDRIANANTOONDRO H. Tsiry	M	SECC MINAE	chargé d'études	tsiry.andrie@gmail.com 034 05 65217	
20	RANDRIAMIHARI SOA Lolotiana O.	F	MNP	Chargé de Suivi d'Appui Technique/ DOP pi	soa@madagascar.national.parcs.mg 03209 401 45	
21	HAINGOMANANTSOA Rija	M	BNC REDD+	chef Cellule Stratégique	034 05 05754 haingomanantsoa@bnc-redd.mg	
22	RAOZAVASA Hlobatiana	F	REH	Directeur de l' Intégrité de la Biosphère	031 49 66112 raozavasa@mba@gmail.com	
23	AUDRIANANTSOA Hlobatiana	F	REH	Chef de service réglementaire et du suivi des Conventions	031 49 660 68 myouandria@gmail.com	
24	TAVERNIER Louis	M	ONUDI	Coordinateur Projet Energie Renouvelable projet GEF/ONUDI	L.Tavernier@univie.org 032 055275 1	

N°	Nom & Prénoms	Genre	Entité	Titre	Contact	Signature
25	RAKOTOARISADNA J.R.	M	ONE	Directeur. IE	054 07 8240	
26	EDMOND Teo bile	M	Experte Nationale		032 46 11637	
27	RATOVONASINA NIANJARA Monie Antanar	M	D G M	Division Evaluation du Changement Climatique et Mitigation (DCCM)	034 40 551 59	
28	NIRINA Jean Gabriel	M	BNCCC/ MEEF	Technicien	0349661195	
29	RATAHARIARIDON gouyne	F	SLAVA	Coordonnateur de projet et R.P.	0340558232 irissumlf@gmail.com	
30	Rostand Nayo RAKOTOARISAD	M.		CS Associationnement Atimam 0611	0340521494 l.o.p Atimam 0611@gmail.com	
31	RANAIVOSON Fameno Tatiana	M	MEAH	chef de service de Evaluation Environnementale	034292322 fameno.tatiana@gmail.com	
32	HERIVIRINA Harrison Rondo	F	BNCCC	Collaborateur Technique	0344066624 hrondro@gmail.com	

N°	Nom & Prénoms	Genre	Entité	Titre	Contact	Signature
33	Lantonina RATOVANAHARY	F	MEEF / BNCCC	Présidente AND	0345252636 mariefrance niandjaho	
34	Hohimer Wandrian	F	CI	Financ.	0331152311	
35	Razafitsoa Noo	F	CI	PAC	0340566206	
36	MANESITANOA Richard	M	CI	PRZC / MEFF BNCCC	03418524981	